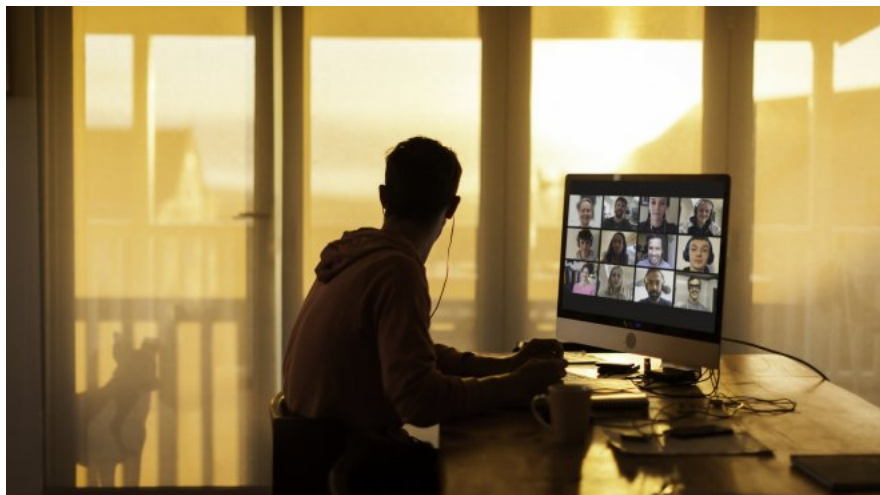




Covid: d'autres assouplissements prudents seraient justifiés

Les taux d'infection sont repartis à la hausse dans certaines régions de Suisse. Le Conseil fédéral a donc décidé aujourd'hui de geler temporairement les assouplissements envisagés. Seules les réunions privées seront désormais autorisées jusqu'à dix personnes. economiesuisse comprend en partie cette décision, mais regrette le maintien de l'obligation du télétravail et l'absence d'ouverture des terrasses des restaurants. Une approche axée sur les risques, comme celle sur laquelle se fonde le Conseil fédéral, aurait pu autoriser ces assouplissements. La Suisse paie le prix pour le retard qu'elle a pris dans la mise en place d'une stratégie de dépistage cohérente et dans l'acquisition de vaccins.

Alors que le nombre d'infections est en forte baisse en Israël et au Royaume-Uni, grâce à la bonne couverture vaccinale de la population, une possible troisième vague de coronavirus se dessine à l'horizon en Suisse. La nouvelle hausse du nombre de cas a empêché le Conseil fédéral d'annoncer de nouveaux assouplissements aujourd'hui. economiesuisse comprend en partie cette décision, mais regrette qu'on en soit arrivé là. Ce report aurait probablement pu être évité si la Suisse avait adopté une stratégie de dépistage étendue et acheté des vaccins plus rapidement.

eonomiesuisse estime toutefois que dans les conditions actuelles, l'ouverture des terrasses de restaurants serait acceptable. Avec l'arrivée du printemps, une incohérence incompréhensible devient de plus en plus frappante entre la possibilité de se rassembler en plein air et l'interdiction de s'asseoir, à quatre, à une table sur la terrasse d'un restaurant. Pour l'économie, le maintien de

l'interdiction d'ouvrir les terrasses jusqu'à mi-avril au moins n'est ni proportionné ni compréhensible. Il en va de même pour l'obligation du télétravail. Selon economiesuisse, les concepts de protection mis en place dans les entreprises et les transports publics permettraient de transformer cette obligation en recommandation.

La prolongation des mesures en lien avec les RHT jusqu'à la fin du mois de juin est jugée positive. economiesuisse salue en outre la décision du Parlement d'adopter la loi covid. Le Conseil national et le Conseil des États ont fait preuve de modération: ils ont voté des fonds pour les cas de rigueur qui ne seront pas versés selon le principe de l'arrosoir mais, au contraire, utilisés de manière ciblée.